

a

MAG

■ Novembre 2020
- N°23



SE RÉINVENTER

L'UA MAG, LE MAGAZINE DE L'UNIVERSITÉ D'ANGERS

Vous souhaitez recevoir L'UA Mag ?
Adressez un message
avec vos coordonnées postales à
communication@univ-angers.fr

Directeur de la publication :

Christian Roblédo,
président de l'Université d'Angers

Comité de rédaction :

Anne-Sophie Hocquet, Françoise Hocquet,
Alexa Rouez, Albéric Baumard,
Christine Ménard, Jenny Claude

Rédactrice en chef :

Delphine Boisdrón,
directrice de la communication

Rédaction :

Delphine Boisdrón, Stéphanie Bouvier,
Gwendoline Haumont, Isabelle Richard,
Cédric Paquereau, Julien Chaillou

Design graphique :

Adéline Caillon

Photos :

Stéphane Steinmetz, Julien Chaillou,
Cédric Paquereau, Thomas Salaün,
Wayna Brossas, Philippe Raoul,
Hélène Relandeau, Patrick Leroy,
Christophe Royer, H4D, DR
Michelle Maria - Pixabay

Impression :

Imprimerie Setig,
Beaucouzé

ISSN : 2259-6402

Dépôt légal : à parution

Photo de couverture :
Exposition « Mon (for) intérieur »,
proposée à la rentrée
sur le Campus St Serge.

SOMMAIRE

■ C'EST DANS L'AIR *Pages 4-5*

- Égalité : bien, mais peut faire encore mieux !
- Deux entités, un objectif
- L'UA veut rester dans le top 5

■ VIE DES LABOS *Pages 6-10*

- MARI : un premier rapport sur les changements climatiques en Méditerranée
- Ouest Valorisation, actionnaire de Gliocure
- Vers une agriculture sans pesticides
- Goûter à la science
- Une locomotive pour retrouver du travail
- Le chimiste Sébastien Goeb récompensé
- EuroSoftCalc.net : un programme unique en dermatologie
- Un service pour capter des financements européens

■ DOSSIER *Pages 11-16*

- Se réinventer

■ INTERNATIONAL *Page 17*

- Un catalogue des formations en anglais
- De la cohésion locale à la solidarité internationale
- L'aide aux étudiants migrants valorisée

■ ACTU DES FORMATIONS *Pages 18-19*

- Une formation pour repenser les lieux de tourisme
- Le master européen Nanomed renouvelé
- Un plan d'action contre les déserts médicaux

■ DU CÔTÉ DES CAMPUS *Pages 20-21*

- Détournement en série
- Prévention Covid
- Une rentrée festive repensée
- Logement étudiant : l'UA monte au créneau
- Aide sociale : un dispositif renforcé
- Visite virtuelle des campus

■ AGENDA & BLOC-NOTES *Page 22*

■ LES SUCCÈS DE L'UA *Page 23*

- Benoît Genest, médecin de campagne



PAR ISABELLE RICHARD,
*1^{re} vice-présidente
et en charge de l'égalité*

BIOGRAPHIE

Née en 1962, Isabelle Richard a débuté ses études de médecine à Paris puis a été interne et praticienne au CHU de Nantes. Professeure de médecine physique et de réadaptation à Angers depuis 1998, Isabelle Richard exerce son activité clinique au centre de rééducation des Capucins auprès de patients présentant des maladies neurologiques. Elle assure également une activité d'enseignement et de recherche à la Faculté de santé (équipe ESTER). Intéressée par la pédagogie de la santé, elle a été de 2004 à 2011 vice-doyenne en charge de la formation, puis doyenne de la Faculté de médecine puis de la Faculté de santé de 2011 à 2017. Elle a ensuite quitté transitoirement l'UA pour travailler de 2017 à 2019 au cabinet de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en s'occupant notamment des différentes réformes des études de santé. Elle est depuis mars 2020 première vice-présidente de l'UA en charge de l'égalité, activité qu'elle concilie avec une activité à temps partiel au Conseil d'État où elle a été nommée en juillet 2020.

ÉDITO

L'UA se réinvente, en restant fidèle à ses valeurs. Parmi celles-ci, l'égalité est au cœur de son projet. Comme dans toutes les organisations humaines, un certain nombre de règles et de représentations déterminent nos comportements et peuvent être facteurs d'inégalités. La situation actuelle montre aussi que les crises frappent inégalement, et d'abord les plus fragiles.

L'UA souhaite mobiliser tous les leviers pour parvenir à plus d'égalité et nous savons qu'il s'agit d'un travail de longue haleine.

Il faut d'abord fixer l'égalité comme un horizon à atteindre et l'inscrire dans notre fonctionnement institutionnel.

La commission égalité est active, comme en témoigne les nombreuses candidatures et la richesse des débats. La cellule d'accompagnement des victimes de violence, de discrimination et de harcèlement qui permet de rompre la loi du silence et le sentiment d'impunité commence à être connue avec des signalements plus nombreux. Il faut ensuite disposer d'indicateurs pour mesurer les inégalités, et aussi, les progrès. L'enquête présentée au début de ce numéro constitue une base très solide et dessine des axes d'amélioration, concernant notamment les statuts des personnels et les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée.

Il faut comprendre comment se constituent ces inégalités. L'expertise de l'UA en matière de recherche sur le genre est un atout important et le « *mois du genre* » un outil précieux de diffusion de ces connaissances au public. Enfin, il faut agir. Cette action est de long terme et nous travaillons à l'écriture du plan pour l'égalité professionnelle femme/homme pour les 4 années à venir. Nous devons faire preuve d'inventivité, pour déployer des dispositifs qui s'attaquent aux racines des inégalités, aux phénomènes d'auto-censure, plus fréquents chez les femmes, au sentiment que « *ce n'est pas pour moi* » que peuvent avoir certains étudiants. D'ailleurs, les circonstances nous obligent à être réactifs comme lorsque nous avons mis en œuvre les dispositifs permettant de proposer aux étudiants moins bien connectés des solutions pour faire face au confinement et à anticiper et combattre les inégalités que nos transformations pourraient favoriser ou révéler.

L'UA se réinvente, avec le souci que toutes et tous y gagnent, également.

Égalité : bien, mais peut faire encore mieux !

Après deux ans de travail, la double enquête égalité menée auprès des personnels et des étudiants de l'Université d'Angers livre ses résultats. Son objectif était de faire un état des lieux des discriminations à l'UA. Alors, qu'en est-il ? Si l'égalité est considérée comme bien respectée au sein de l'université, des axes d'amélioration sont mis en exergue.



Une partie de l'équipe qui a contribué à l'enquête égalité : A. Pietrini, L. Perchepied, S. Delépine et D. Niget.

La genèse du projet

Fin 2018, les membres de la Commission égalité de l'Université d'Angers (UA) ont décidé de faire un état des lieux pour constater les bonnes et mauvaises pratiques au sein de l'institution concernant l'égalité. Pour cela, ils ont lancé une vaste enquête auprès des personnels et des étudiant-e-s. « C'était un enjeu majeur. On voulait connaître les discriminations présentes pour mettre un plan d'actions afin d'y répondre au mieux », explique Alexandre Pietrini, directeur du Suaps et chargé de mission égalité à l'UA lors du lancement de l'enquête.

Le déroulement de l'enquête

Des milliers de questionnaires ont été envoyés par courriel. Une bonne partie d'entre eux (voir les chiffres ci-contre) sont revenus complétés de nombreuses informations. Durant tout le processus, l'anonymat des répondants a été garanti. « On a utilisé un logiciel qui génère un numéro de ticket à chaque réponse donc le nom des personnes n'apparaissait jamais », précise Samuel Delépine qui a coordonné l'exploitation des réponses aux questionnaires avec l'aide d'une étudiante en master de sociologie à l'Université de Nantes.

Un potentiel objet d'étude

L'exploitation des données recueillies a été une tâche complexe et de longue haleine. « Pour cela, il y a eu un travail collégial avec Samuel Delépine comme chef d'orchestre. Il nous a guidés pour que l'on fasse un vrai travail scientifique », souligne Alexandre Pietrini. Une rigueur qui permet à l'enquête égalité d'être un potentiel objet d'étude. « Pour chaque question, une infographie représente les réponses. Il y a aussi un rapport détaillé sur chaque enquête. Quant à la base de données avec l'ensemble des réponses, elle est à la disposition des chercheurs », avance Samuel Delépine, référent de l'UA pour la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Les principaux résultats

Que ressort-il de cette double enquête ? « On constate qu'à l'UA tous les types de discriminations sont présents. Malgré cela, les personnels et

étudiant-e-s considèrent que l'égalité de traitement est plutôt bien respectée », répond Samuel Delépine. Dans le détail, voilà les sujets qui « fâchent ». Pour les personnels, il s'agit de l'inégalité de statut professionnel. La relation à la hiérarchie et les abus de pouvoir qui en découlent parfois sont également mis en lumière. Du côté des étudiant-e-s, ce sont les problèmes liés à l'origine réelle ou supposée qui ressortent des réponses. « Ce sujet du racisme est la première préoccupation avant celui de l'appartenance à une classe sociale », décrypte Samuel Delépine.

Les actions à venir

Au-delà du simple constat, David Niget, le nouveau chargé de mission égalité de l'UA, veut utiliser les résultats de l'enquête comme un « levier d'action » pour élaborer des réponses aux problèmes évoqués. Pour concrétiser cela, le 23 novembre dernier a eu lieu une journée sous forme de seminaire webinaire consacrée à l'égalité professionnelle femmes-hommes au sein de l'UA. Un plan égalité à l'UA est en cours de rédaction. Il sera envoyé en mars 2021 au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Quant au volet étudiant, un travail va être fait concernant les soirées d'intégration. « On a soutenu une action des élèves de pharmacie sur ce sujet. Celle-ci pourrait se décliner pour d'autres associations étudiantes et donner naissance à un label ou une charte des soirées d'intégration », avance David Niget. Enfin, l'idée d'ambassadeurs égalité chez les personnels et les étudiant-e-s pourrait aboutir à un dispositif concret.

« C'est un vrai travail de transmission et de transparence. Grâce à cette enquête, des actions précises vont pouvoir être ciblées »,

se réjouit Laure Perchepied, ancienne membre de la Commission égalité.



28%

C'est le taux de réponse aux questionnaires de la part des personnels sur 1925 personnes sollicitées.

« C'est un très bon chiffre de participation », se réjouit David Niget.



1756

C'est le nombre de questionnaires étudiants traités sur plus de 3 435 réponses reçues. Les questionnaires incomplets n'ont pas été pris en compte pour ne pas fausser les résultats.

Deux entités, un objectif

C'est un fait marquant qui émerge de l'enquête menée auprès des étudiant-e-s : la méconnaissance par ces derniers des dispositifs internes à l'UA visant à lutter contre les problèmes d'égalité. « *Les politiques sont inconnues ou invisibles selon eux. Dans le même temps, les étudiant-e-s reconnaissent ne pas faire la démarche d'aller vers les instances* », relate Samuel Delépine. Un constat qui alerte David Niget, le nouveau chargé de mission égalité à l'UA : « *Beaucoup d'étudiant-e-s pensent qu'ils pourraient subir les conséquences d'une interpellation sur ce sujet des inégalités. Je tiens à les rassurer. L'institution les protégera et les accompagnera. Nous ne sommes pas juste une sonnette d'alarme* ». À l'UA, deux entités s'occupent de préserver l'égalité : la cellule VDH et la Commission égalité (voir ci-dessous). « *Ce sont deux guichets d'entrée qui sont complémentaires : la cellule VDH est plus en charge des cas particuliers et de l'aide aux victimes alors que la commission égalité a davantage pour rôle de mener une réflexion globale et impulser des actions collectives* », décrypte David Niget.

Commission égalité

La Commission égalité veille à la mise en œuvre de la Charte pour l'égalité entre les Femmes et les Hommes telle qu'adoptée par le Conseil d'administration de l'UA le 24 octobre 2013. Elle propose des mesures pour lutter contre toutes les formes de discriminations au sein de la communauté universitaire.

Elle a notamment pour missions :

- d'établir une cartographie de l'ensemble des actions initiées par les acteurs de l'UA afin d'atteindre l'égalité réelle,
- d'établir un plan d'action annuel à destination des étudiant-e-s et des personnels,
- de mettre en place des actions de sensibilisation à destination des lycéens.nes en partenariat avec les établissements d'enseignement secondaire,
- d'assurer et garantir la visibilité de l'UA en matière de promotion de l'égalité.

Cellule VDH

La cellule VDH est une cellule d'écoute et d'accompagnement des victimes. Elle reçoit toute les plaintes et témoignages et s'engage à les traiter sans délai. Elle conseille les victimes, et déclenche les mesures adaptées à la situation :

- accompagnement dans des démarches judiciaires,
- lien avec les équipes de santé,
- saisine des commissions disciplinaires...

Les membres de cette cellule sont formés à l'écoute et soumis à une absolue confidentialité.

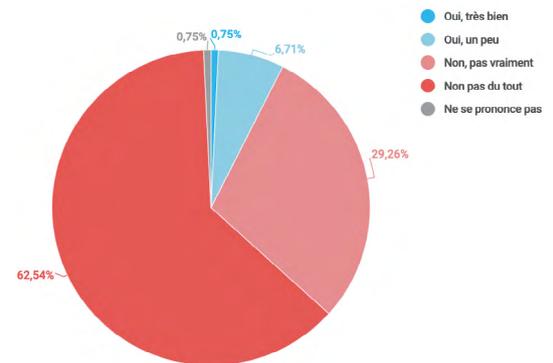
Pour contacter cette cellule, une seule démarche, envoyer un courriel à : cellule.violences@listes.univ-angers.fr
Deux personnes sont destinataires des messages : Isabelle Richard, vice-présidente du Conseil d'administration et Égalité, et Nathalie Ménar, son assistante.

L'UA veut rester dans le top 5

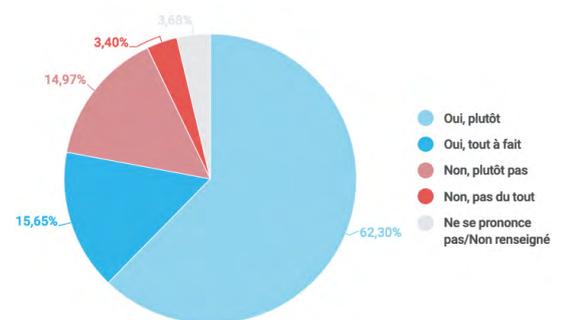
Mi-octobre, l'Observatoire des violences sexuelles et sexistes dans l'enseignement supérieur publiait son premier rapport. Une donnée en ressort : 1 étudiante sur 20 a été victime de viol et 1 sur 10 victime d'agressions sexuelles. À l'UA, depuis 2018, une cellule d'accompagnement aux victimes existe. « *De manière confidentielle, la victime est orientée vers les structures qui peuvent l'aider* », décrit Isabelle Richard, première vice-présidente de l'UA. Pour cette dernière, les initiatives prises par l'UA contre les discriminations sont le reflet d'une politique « *ambitieuse* » avec pour objectif « *de rester dans les cinq premières universités françaises sur cette question* ». En effet, le 18 juin 2020, le syndicat étudiant Unef publiait les résultats d'un classement des universités françaises « *en fonction des dispositifs mis en place dans la lutte contre les discriminations* ». L'Université de Rennes 2 y occupe la première place. Quant à l'UA, elle se classe au 4^e rang. Dans les prochains mois, les instances « *égalité* » de l'université annoncent vouloir prêter une attention particulière à la précarité sociale, aux violences sexistes sur les réseaux sociaux et à la situation des étudiant-e-s étrangers-ères en raison de la crise sanitaire qui accentue les vulnérabilités.

Étudiants

9 répondant-e-s sur 10 ne connaissent pas les dispositifs internes à l'UA

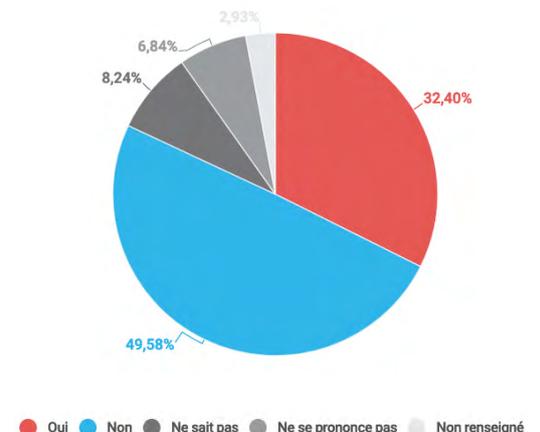


78% des répondant-e-s pensent que l'égalité de traitement est respectée



Personnels

1/3 des répondant-e-s ont été témoin de discrimination ou de traitement différencié



Retrouvez les résultats de l'enquête sur : univ-angers.fr/egalite



Dans l'espace méditerranéen, la température pourrait augmenter entre 2°C et 6°C d'ici 2100.

MAR1 : un premier rapport sur les changements climatiques en Méditerranée

Meryem Mojtahid, enseignante-chercheuse en géologie à l'UA, a participé à la rédaction du premier rapport sur l'état actuel et les risques du changement climatique en Méditerranée qui a réuni 100 chercheurs issus de 30 pays.



Meryem Mojtahid

Qu'est-ce que rapport MAR1 ?

Meryem Mojtahid : C'est la première fois qu'un rapport aussi global est fait sur le climat et l'environnement dans la zone méditerranéenne en lien avec les changements climatiques. Il évoque les aspects maritimes, ceux du continent et a aussi un volet social. L'objectif est de faire un état des lieux pour les décideurs publics car cette zone est considérée comme un point chaud, c'est-à-dire une zone très touchée par le réchauffement du climat.

Que révèle ce rapport ?

MM : Que la zone méditerranéenne est confrontée à de nombreux challenges. Par exemple, dans le monde marin, près de 40% des prédateurs marins ont disparu ainsi que 30% du stock de poissons. Cela pose à la fois un problème de biodiversité et un problème économique pour les pays vivant de la pêche. L'augmentation des températures a pour conséquence la multiplication des vagues de chaleur, des risques accrus d'érosion et de salinisation de l'eau dans les terres. Le constat est plutôt alarmant mais on n'a pas encore atteint le point de non-retour. Des adaptations sont encore possibles pour essayer d'éviter cela.

Quelles sont ces solutions ?

MM : Il faut revenir à la raison. Par exemple, dans l'agriculture il faut retourner dans le passé et reprendre les pratiques traditionnelles plus durables. Il faut aussi passer à des énergies faibles en carbone et cela plus rapidement qu'ailleurs dans le monde. Tout n'est pas perdu. L'écosystème est encore capable de se remettre. Pour l'avenir, on a fait des modélisations : dans le pire scénario il y aura une augmentation de 6°C d'ici 2100. Celle-ci pourrait être limitée à 2°C dans le meilleur des cas.

Quelle a été votre contribution dans ce rapport ?

MM : J'ai participé à la rédaction du chapitre sur les écosystèmes marins et côtiers de la Méditerranée. J'ai analysé les périodes passées et celle actuelle. Quand on compare les périodes, l'objectif est de voir les changements qui sont de l'ordre de la variabilité naturelle et ceux qui sont des anomalies. Clairement, aujourd'hui l'impact humain est fort car la tendance actuelle est contre la tendance naturelle. Au vu de la configuration orbitale actuelle de la Terre par rapport au Soleil, on devrait être dans la continuité de la période de refroidissement graduel qui a commencé il y a environ 6 000 ans. C'est l'inverse qui se passe en raison du forçage humain et de l'émanation accrue des gaz à effets de serre qui en découlent. Dans le passé, il y a déjà eu des changements climatiques extrêmes dans la zone méditerranéenne mais aucune n'est comparable à celle qui se passe aujourd'hui en termes de vitesse de bascule et d'évolution.



Pour voir la vidéo (en anglais) du travail de Meryem Mojtahid, rendez-vous sur la chaîne Youtube du MedECC

Ouest Valorisation, actionnaire de Gliocure

La société d'accélération du transfert de technologies (Satt) Ouest Valorisation vient d'entrer de façon minoritaire, à hauteur de 20%, au capital de Gliocure, une start-up dérivée de l'UA et de l'Université McGill à Montréal. Cette société est spécialisée dans le traitement des tumeurs cérébrales. Elle est sur le point d'entrée en préclinique réglementaire – dernière étape avant les essais chez les patients – avec son premier produit intitulé GC01iv. Il s'agit d'une molécule qui devrait devenir un médicament pour stopper la multiplication des cellules cérébrales cancéreuses pour le traitement du glioblastome, la tumeur du cerveau la plus agressive, responsable de près de 200 000 décès par an. « J'ai commencé à travailler sur le GC01 lors de ma thèse de neurosciences au sein du laboratoire de neurobiologie et transgénése du Dr. Joël Eyer à l'Université d'Angers », souligne Claire Lépinoux-Chambaud, ancienne doctorante à l'UA, devenue directrice générale et responsable recherche chez Gliocure. Par ailleurs, l'unité MINT de l'UA vient d'obtenir un financement européen en collaboration avec Gliocure permettant l'embauche d'une doctorante dont la thèse porte sur un projet commun.

Vers une agriculture sans pesticides

Trois enseignantes-chercheuses de l'IUT Angers-Cholet prennent part au projet Cap Zéro Phyto qui a pour but d'étudier l'adaptation du concept d'immunité écologique à la protection des cultures. En clair, trouver des alternatives aux pesticides pour cultiver certains fruits et légumes.



Marianne Lefebvre, Laure Perchepied et Catherine Bernard vont travailler de concert dans le cadre du projet.

En agriculture conventionnelle, une pomme subit en moyenne 35 traitements phytosanitaires souvent appliqués par pulvérisation. Ceci pourrait bientôt être fini. La raison ? Le pommier fait partie avec la tomate des deux cultures étudiées dans le cadre du projet intitulé Cap Zéro Phyto. Un nom lourd de sens. « C'est un pavé dans la mare qui est lancé. C'est une avancée énorme d'afficher cet objectif de ne plus avoir recours aux pesticides », reconnaît Marianne Lefebvre, maître de conférences en économie à l'UA et membre du Groupe de recherche angevin en économie et management (Granem).

Associer les producteurs

Avec ses collègues de l'IUT Angers-Cholet, Laure Perchepied et Catherine Bernard, membres de l'institut de recherche en horticulture et semences (IRHS), elle fait partie d'une équipe d'une cinquantaine de personnes impliquées dans ce projet d'une durée de 6 ans et doté de 3 millions d'euros. Celui-ci se décompose en cinq axes de travail. « L'un d'eux est de travailler sur six leviers alternatifs liés à l'immunité de la plante tels que la génétique, l'application de stimulateurs de défense des plantes, les plantes de service. », détaille Laure Perchepied, enseignante-chercheuse en physiologie et pathologie végétale membre de l'IRHS. Ensuite, l'idée est de combiner ces leviers immunitaires pour optimiser l'immunité globale de la culture. « Si au départ le projet se concentre sur la tomate et la pomme, le but est de permettre une transition des résultats obtenus vers trois

autres cultures : la pêche, le poivron et la fraise », précise Laure Perchepied. Le dernier axe de travail sera de concrétiser les recherches sur le terrain auprès des producteurs. « Le projet inclut de la co-construction des alternatives avec les acteurs de la filière. L'idée est d'avoir un retour d'expérience de pratiques déjà existantes et efficaces. Ensuite, les producteurs seront associés aux tests réalisés et les instituts techniques participeront à la mise en place de vergers systèmes », souligne Catherine Bernard, enseignante-chercheuse en agriculture biologique. En parallèle, un travail d'enquête socio-économique mené à l'échelle nationale sera élaboré afin de connaître avec exactitude l'acceptabilité des producteurs quant aux solutions envisagées. « Cette enquête doit permettre de chiffrer les compromis que sont prêts à faire les producteurs pour adopter ces leviers, tels que réduire le temps de travail, même si cela entraîne des investissements au départ, ou réduire les rendements. », explicite Marianne Lefebvre.

Impliquer les étudiants

Si les trois chercheuses interviennent à différents niveaux dans ce projet, un sujet les réunit : celui de l'enseignement et de l'implication des étudiants. « Ce sera un bon moyen de faire passer un message auprès des étudiants en agronomie afin qu'ils arrivent à bien se projeter dans l'avenir », assure Catherine Bernard. Un grand nombre de recrutements de stagiaires et d'apprentis sont prévus dans le cadre du projet porté par Catherine Coutand de l'INRAE d'Avignon

et Marie-Noëlle Brisset de l'IRHS d'Angers dont les résultats devraient être visibles dans les champs à l'horizon 2030-2040.

L'INFO EN +

Le Programme prioritaire de recherche (PPR) « Cultiver et protéger autrement » s'inscrit dans une dynamique de rupture, afin de permettre l'émergence d'une agriculture mobilisant les principes de prophylaxie et d'agroécologie. Ce PPR est doté de 30 millions d'euros.

L'IRHS lauréat de deux autres projets avec l'INRAE

En dehors de Cap Zéro Phyto, l'Université d'Angers est partie prenante de deux autres projets lauréats de l'appel à projets national « Cultiver et protéger autrement ». Le premier est le projet Sucseed. Son objectif : identifier et développer des solutions innovantes à la protection des semences via des approches naturelles, efficaces et écoresponsables. Ce projet est coordonné par Matthieu Barret de l'unité IRHS (équipe Emersys, INRAE) et rassemble 13 partenaires, dont l'unité de Micro et nanomédecines biomimétiques (MINT) du pôle santé de l'UA. Le second est le projet Specifics. Il a pour but d'identifier et d'évaluer les différents leviers permettant la transition vers des systèmes de grandes cultures sans pesticides et incluant des légumineuses à graines. Dans ce projet, deux unités angevines sont impliquées : l'IRHS avec l'équipe SEED animée par Olivier Leprince (Agrocampus Ouest) et le laboratoire LEVA dirigée par Joëlle Fustec (École Supérieure d'Agricultures d'Angers).



Goûter à la science

Le contexte sanitaire n'a pas eu raison de l'édition 2020 de la Fête de la science. À l'initiative de Terre des sciences, différentes animations ont été proposées à Saumur et Angers. Les après-midis des 10 et 11 octobre, la BU Belle-Beille a ainsi accueilli le Village des sciences. Quelque 800 personnes, dont de nombreux enfants, ont pu toucher du doigt, à travers des ateliers et des manipulations, les thématiques de recherche explorées par des équipes angevines. Plusieurs laboratoires de l'UA y ont pris part, comme le Granem avec ses travaux sur la consommation alimentaire d'insectes, Moltech et ses expériences chimiques, le Larema, Temos, ou encore les unités de la SFR Icat (notre photo), avec une grande enquête ludique sur la recherche dans le domaine de la biologie et de la santé... De quoi ouvrir l'appétit scientifique des plus jeunes à l'heure du goûter.

Une locomotive pour retrouver du travail

L'unité Eso-Angers de l'UA participe au projet expérimental « Locomotive ». Son objectif : repenser la méthodologie d'accompagnement des demandeurs d'emploi très éloignés du monde du travail pour la rendre plus efficace et mieux adaptée aux contextes locaux.

La crise sanitaire actuelle est source d'une crise sociale. Fermetures d'usines, licenciements, précarité : les indicateurs ne sont pas bons. Le nombre de demandeurs d'emploi ne cesse de croître et le marché du travail est fragilisé. Un obstacle supplémentaire pour ceux déjà éloignés du monde du travail depuis longtemps. Pour les aider à voir le bout du tunnel, le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion vient de valider en septembre 2020 un projet expérimental dans le cadre d'un Plan d'investissement dans les compétences (PIC) concernant l'inclusion.

Chemin de faire

Intitulé « Locomotive » et doté de 2,4 millions d'euros, ce dernier est coordonné par la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) nommée Régie des Ecrivains et basée à Schiltigheim. Le projet est porté au niveau des territoires par 5 structures : 3 missions locales dont une basée à Cholet, le centre social de Chemillé et l'unité Espaces et Sociétés (Eso) de l'Université d'Angers qui aura en charge la mesure de l'impact du dispositif. « L'idée est de mettre en place une nouvelle logique d'accompagnement des demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés ou en situation de handicap très éloignés de l'emploi afin de la rendre plus efficace et davantage en phase avec les réalités locales. L'objectif est aussi d'améliorer la coordination entre les différents acteurs du monde de l'emploi », résume Emmanuel Bioteau, directeur du site angevin de l'unité Eso. La « Locomotive » a pour ambition de faire diminuer la durée moyenne de 24 mois nécessaire à un demandeur d'emploi pour se réinsérer sur le marché du travail. Pour cela, le projet souhaite que le demandeur d'emploi soit acteur de son propre parcours. « Au-delà de l'aspect compétence professionnelle, il faut aussi comprendre l'environnement social du demandeur d'emploi pour mieux l'aider », détaille-t-il. D'où la métaphore du « chemin de faire » qui est à l'origine du nom de « Locomotive ».



Le projet « Locomotive » est doté de 2,4 millions d'euros.

Plusieurs enquêtes

Pour ce projet, l'unité Eso-Angers va mobiliser au moins 5 personnes et intervenir à plusieurs niveaux. En janvier 2021, elle va réaliser un travail d'enquête auprès de la trentaine de partenaires du projet pour repérer leur motivation à s'inscrire dans celui-ci. Ensuite, ce sera une enquête de suivi de cohorte d'une durée de 3 ans, rassemblant 2000 personnes avec des mises en exergue qui seront faites sur des parcours individuels. Au-delà de l'aspect scientifique et de l'analyse universitaire traditionnelle, les enseignants-chercheurs vont avoir un rôle de co-producteur du rapport final. « Nous mesurerons l'impact des mesures mises en place. On restituera des indicateurs montrant la réussite ou les limites du projet », précise Emmanuel Bioteau qui sera le référent de ce projet pour l'unité Eso-Angers. Si la « Locomotive » arrive à destination, le projet pourrait ensuite être étendu à l'ensemble du territoire national.



Pour en savoir plus sur ce projet, rendez-vous sur : <https://la-locomotive.org/>



Sébastien Goeb

Le chimiste Sébastien Goeb récompensé

Sébastien Goeb a reçu le prix Jeune chercheur du Groupe de chimie supramoléculaire de la Société chimique de France. Chargé de recherche CNRS depuis 2009 au sein du laboratoire Moltech-Anjou, après avoir effectué deux post-doctorats à Marseille et aux États-Unis, il a été remarqué pour ses travaux sur les cages moléculaires. Ces structures complexes, érigées par auto-assemblage, sont capables d'encapsuler d'autres molécules et de réagir à un stimulus électrochimique. « Nous sommes dans une vision fondamentale de la recherche. Nous mettons au point de nouveaux concepts pour mieux appréhender les mécanismes moléculaires, sans chercher forcément le développement d'applications », prévient le chimiste. « Mais on peut imaginer utiliser ces cages dans des opérations de dépollution par exemple, en emprisonnant les polluants, ou dans le domaine des médicaments, pour transporter et délivrer au bon endroit des principes actifs ».

EuroSoftCalc.net : un programme unique en dermatologie

Ludovic Martin, chef du service de dermatologie au CHU d'Angers est à l'origine d'une première pour l'UA. En 2017, il a décroché un financement européen dans le cadre d'une Coopération européenne en science et technologie (COST). Baptisé EuroSoftCalc.net, ce programme réunit des chercheurs de 24 pays et dispose d'un budget de 500 000 €. Il est consacré aux maladies héréditaires de la calcification. « *Cela*

« Cela nous a permis de monter un réseau de connaissances. »

nous a permis de monter un gros réseau de connaissances à l'échelle européenne notamment en intégrant l'Europe de l'Est, zone où la

prise en charge de ces maladies est la moins bonne. On a aussi pu améliorer nos relations avec les laboratoires et faire progresser ce champ pathologique », précise l'enseignant-chercheur dont les recherches sur la calcification sont rattachées au laboratoire Mitovasc.

Une société savante à l'étude

Parmi les actions de mise en réseau entreprises il y a eu la création d'une base de données commune regroupant des cohortes de patients. Celle-ci est hébergée à l'Université de Gand (Belgique). Si le programme doit se terminer en avril 2021, ces résultats vont continuer au-delà. « *Avec les avancées réalisées, nous sommes dans la position de pouvoir créer une société savante à l'échelle internationale sur les calcifications ectopiques* », explique Ludovic Martin. De quoi entraîner un changement de paradigme important : « *La calcification est considérée comme un symptôme résultant d'une autre maladie. Notre but est de la faire reconnaître comme une maladie à part entière.* » Pour cela, un projet de recherche financé une nouvelle fois par l'Union européenne devrait voir le jour. « *Ceci n'aurait sûrement pas été possible sans le gros travail réalisé dans le cadre de ce COST* », se félicite Ludovic Martin.

Ludovic Martin coordonne le programme baptisé EuroSoft-CalcNet.



Le programme Horizon Europe est toujours en cours de négociation.

Un service pour capter des financements européens

Cap Europe a pour objectif d'aider les chercheurs à obtenir des fonds européens pour financer leurs travaux. Il propose une expertise dans le montage des dossiers et un appui méthodologique.

En pleine pandémie de la Covid-19, l'annonce a surpris. En juillet dernier, le budget européen d'investissements en recherche et innovations pour la période 2021-2027 a été renégocié par le Conseil européen pour être revu à la baisse. Ce plan pluriannuel nommé Horizon Europe représente tout de même une manne considérable mais dont il n'est pas simple de profiter. « *Quand un dossier est déposé, le taux de succès pour obtenir des fonds européens est d'environ 10%. C'est très sélectif et cela se joue sur des petits détails* », précise Jean-François Pacaud, assistant projets européens au sein de Cap Europe de l'UA. Au-delà de la concurrence accrue, c'est la complexité des dossiers à monter qui semble être un frein important. « *Les contraintes administratives et techniques sont fortes* », admet Ludovic Martin, enseignant-chercheur à la Faculté de Santé et coordinateur d'un programme européen intitulé EuroSoftCalc.net (voir ci-contre).

éthique) : « *On propose un accompagnement le plus fin et personnel possible. Chaque dossier a ses spécificités et notre but est qu'il soit accepté pour financement* ».

L'INFO EN +

Depuis le 1^{er} janvier 2020, le service Cap Europe est revenu sous l'égide de l'UA. Auparavant, il avait été mutualisé avec les établissements membres de la Comue Université Bretagne Loire (UBL) et du pôle de recherche d'enseignement supérieur regroupant les universités de Nantes, Angers et Le Mans. Au 1^{er} janvier 2021, Cap Europe regroupera une équipe de 5 personnes à l'UA.

 cap-europe@univ-angers.fr

Un rôle de facilitateur

L'enseignant-chercheur reconnaît que l'appui du service Cap Europe lui a été très utile pour monter son dossier de candidature. « *C'est notre rôle. On est là pour accompagner les chercheurs et leur faciliter le travail* », explique Jean-François Pacaud. L'aide apportée se fait à plusieurs niveaux selon les besoins. Cela passe souvent par « *une étude précise des cahiers des charges des appels à projets pour comprendre leur philosophie et apporter les bonnes réponses* ». Ensuite, l'équipe peut aider les chercheurs à monter leur budget, relire leur proposition, aider à l'écriture de plusieurs chapitres (management, gouvernance, impact,

Moltech-Anjou : l'Europe a financé deux doctorants

Grâce au programme Horizon 2020, l'UA a obtenu en 2016 le financement de deux thèses de doctorat dans le cadre d'un projet nommé SEPOMO, réseau de formation doctorale sur les dispositifs photovoltaïques efficaces basés sur des molécules organiques. Les soutenances ont eu lieu en octobre 2020. « *C'est un exemple de ce qui peut être réalisé grâce au financement européen* », se réjouit Jean-François Pacaud.



SE RÉINVENTER

La Covid-19 a bouleversé le quotidien des universités dont celle d'Angers. Pour s'adapter au contexte sanitaire tout en maintenant sa mission et son efficacité, l'UA a renforcé des dispositifs innovants et en a développé de nouveaux. Hybridation des cours, enseignement à distance ou exposition hors les murs : les initiatives ne manquent pas. Au-delà d'une réponse à une situation particulière, l'UA est engagée dans un profond processus de transformation symbolisée notamment par une meilleure prise en compte de l'environnement.

Un pour tous, tous pour un

L'UA fait partie d'un consortium de 12 universités participant au projet « Hybridier et partager les enseignements ». Objectif : mutualiser les ressources pédagogiques et développer des dispositifs d'apprentissage favorisant l'hybridation des formations.

Des campus fermés, de l'enseignement à distance et un recours aux outils numériques : l'épidémie de la Covid-19 a eu de grandes conséquences sur le fonctionnement des universités. Dans ce contexte compliqué, des difficultés se sont révélées. L'État a ainsi lancé un appel à projets (AAP) « Hybridation des formations d'enseignement supérieur » afin de permettre aux établissements et à leurs étudiants de poursuivre leur travail quelle que soit l'évolution de la situation sanitaire.

« Savoir se filmer »

Dans ce cadre, l'UA s'est associée à 12 autres universités et l'association EdTech France pour proposer un projet intitulé Hype-13. Retenu par l'État, ce projet est doté de 3 millions d'euros. Il se décompose en deux temps : à court terme (6 mois) permettre la réussite de la prochaine rentrée et à moyen terme (18 mois) asseoir une politique mutualisée d'offre de formations.

« Ce projet regroupe des universités de taille moyenne. On connaît les mêmes difficultés mais on a aussi des lignes de forces communes qui se dégagent », résume Stéphane Amiard, vice-président Patrimoine, Transitions écologique et numérique de l'UA. C'est pourquoi le projet Hype-13 a un double objectif : supprimer les freins empêchant le partage et la réutilisation

« On a des lignes de forces communes. »

des ressources existantes et construire une stratégie commune pour le développement de nouveaux dispositifs d'hybridation. Plusieurs axes de travail ont été définis. L'un d'eux concerne la formation des enseignants. « L'idée est de savoir mieux appréhender l'enseignement à distance : savoir s'enregistrer, se filmer, construire des emplois du temps hybrides », détaille Stéphane Amiard. Les étudiants sont aussi concernés : « On va réfléchir à des dispositifs pour repérer les décrocheurs mais aussi faciliter les réussites », explique-t-il.

Des laboratoires mobilisés

Pour aider à la concrétisation de ce projet Hype-13, des laboratoires et des enseignants-chercheurs des universités partenaires vont être mobilisés. Le but est de s'appuyer sur les forces de chaque établissement. « Des universités ont bien avancé sur certains sujets. C'est le cas à Angers sur ce qui est de la plateforme technique », précise Stéphane Amiard. Au-delà des finalités souhaitées par Hype-13, l'enseignant-chercheur voit un autre intérêt à ce travail collaboratif : « Il est rare de pouvoir échanger avec des collègues venant de si nombreuses universités. C'est une opportunité à ne pas rater ».



L'INFO EN +

En dehors de l'association EdTech France, 12 universités participent au projet Hype-13 : Angers, Limoges, La Rochelle, Lyon 2, CY Cergy-Pontoise, Caen Normandie, Pau et des Pays de l'Adour, Reims Champagne-Ardenne, Rouen Normandie, Tours, Le Mans, et Savoie Mont-Blanc. Au total, cela représente près de 150 000 étudiants.

Les capsules numériques du SUIO-IP

Entamée il y a deux ans, la transition numérique du Service universitaire d'information et d'orientation - Insertion professionnelle (SUIO-IP) a pris une nouvelle envergure avec la crise liée à la Covid-19. « Le confinement nous a permis de prendre du recul sur nos pratiques et repenser notre accompagnement », reconnaît Virginie Grimault, conseillère insertion professionnelle. Ainsi, certains ateliers d'ordinaire réalisés en présentiel ont été hybridés.

Des étudiants acteurs

Pour cela, un découpage en phases pédagogiques a été construit. « Cela commence par des capsules numériques avec des vidéos, des exercices, des mises en situation. Puis, il y a un temps d'échange avec un professionnel avant un autre temps d'échange entre étudiants », détaille Magali Anthoine, conseillère insertion professionnelle. Pour elle, ce système présente l'avantage de « laisser aux étudiants le temps de la réflexion », leur permet de « digérer les informations données à chaque étape » et « d'être plus acteur et moins consommateur de la formation ». Pour mettre en place cette hybridation, le SUIO-IP a travaillé de concert avec le Lab'UA et a recours à des outils comme Moodle et Panopto. « Cela permet de s'adapter aux besoins des étudiants et ainsi assurer une approche beaucoup plus personnelle de l'accompagnement », se réjouit Christine Ménard, directrice du SUIO-IP. Dernier atout de cette hybridation : elle permet aux conseillers d'intervenir sur les campus délocalisés de l'UA de manière plus simple et avec une fréquence accrue.

L'atelier vidéo différée a été adapté pour être dispensé à distance.



Savoir maîtriser la distance

Depuis début novembre, des webinaires hebdomadaires sont organisés par le Lab'UA à destination des enseignants. Objectif : les aider dans la réalisation de cours à distance et les former aux outils numériques utilisés par l'université.

Lors du premier confinement, au printemps dernier, l'UA avait développé de nombreux outils numériques pour assurer l'enseignement à distance. Certains ont montré leur intérêt et efficacité, d'autres ont affiché quelques limites. Fort de cette expérience, l'Université a pu affiner son accompagnement pour ce second confinement. Ainsi, de nouveaux dispositifs ont été mis en place. « Des webinaires ont lieu chaque jeudi pendant une heure. Ils sont à destination des intervenants pédagogiques et abordent un thème précis en lien avec l'enseignement à distance. Ces séances sont enregistrées et accessibles ensuite en ligne », décrit Nathalie Debski, vice-présidente Transformation pédagogique à l'UA. Ces séances abordent notamment la question des tests, QCM, du dépôt de devoirs ou encore les carnets de notes. Elles viennent enrichir l'offre d'accompagnement déjà proposé par le Lab'UA : tutoriels pour prendre en main des logiciels, aide individuelle. « Dix jours après la mise en place du reconfinement, nous avons déjà 200 demandes d'accompagnement de ce type », précise Nathalie Lusson, responsable du Lab'UA.

Teams, un outil pédagogique

Autre innovation majeure : le recours à la plateforme Microsoft Teams a été repensé. « Au-delà d'une utilisation comme outil de visioconférence, on développe son usage pour en faire un outil pédagogique. Cela permet notamment de créer des classes interactives », souligne Nathalie Debski. La responsable du Lab'UA abonde : « L'outil de base pour les enseignants reste Moodle. De là, ils peuvent créer un rendez-vous avec les étudiants sur Teams dans le cadre d'un cours. L'enseignant peut même créer différents groupes pour permettre une approche plus collaborative. L'avantage c'est que Teams fonctionne très bien même avec 300 personnes connectées en simultané ». Seule contrainte technique : pour que l'étudiant puisse participer, il doit utiliser ses identifiants UA afin d'être reconnu par la plateforme Teams.

 labua@univ-angers.fr

Des cours en langue française repensés

Depuis le second confinement, l'ensemble des cours dispensés par le Centre de langue française pour étrangers (CeLFE), se font via des classes virtuelles. « Nous avons basculé nos enseignements sur la plateforme Teams », précise Julie Fouchet, responsable pédagogique au CeLFE. Avant le reconfinement, un travail de scénarisation des cours avait été élaboré. « Pour enseigner les langues, le présentiel est très important. C'est pourquoi l'hybridation des cours a été faite selon des choix stratégiques », reconnaît Emmanuelle Rousseau-Gadet, chargée de mission à l'UA pour la promotion de la langue française et de la francophonie. Ainsi, la moitié des séances de production écrite se faisait à distance alors que les cours d'interaction orale restait en présentiel. Deux formations étaient concernées par cette hybridation : celle à destination des étudiants étrangers en échange et celle du Diplôme d'université d'études françaises. « Avant la rentrée, nous avons organisé des initiations aux outils informatiques pour que nos étudiants puissent avoir les bases nécessaires pour suivre les enseignements à distance », souligne Julie Fouchet. Pour faciliter les choses, le choix a été fait d'utiliser une quantité limitée de logiciels en se focalisant sur les outils institutionnels de l'UA. « Nous expérimentons différents outils pédagogiques pour faciliter l'apprentissage de nos étudiants étrangers en ligne », conclut-elle.



La cabine de téléconsultation est développée par la société H4D.

All'Sims : arrivée d'une cabine de téléconsultation

Un nouvel outil a fait son apparition, en septembre dernier, au sein du centre de simulation de l'UA et du CHU d'Angers. Il s'agit d'une cabine de téléconsultation. « Dans le cadre d'un travail de veille technologique, nous avons rencontré H4D, une entreprise parisienne spécialisée dans ce type d'équipement », raconte Ludovic Martin, directeur du centre All'Sims (Angers Loire Learning Simulation en Santé). Cette société a accepté de mettre à disposition une cabine de ce type de manière gratuite pendant 5 ans. « Nos buts sont d'étudier son utilité sur les versants de la formation à la pratique télé médicale et de la recherche du patient à s'auto-examiner, guidé par le praticien », détaille Ludovic Martin. Pour cela, des exercices avec des patients simulés – des étudiants ou des acteurs – seront organisés. Selon le directeur du centre de simulation, cette cabine est l'outil de recherche idéal pour étudier la « télé-sémiologie », véritable nouvelle frontière de la télé-médecine dont on mesure l'importance dans le contexte sanitaire actuel.

Une labellisation niveau 3

Fin septembre, la Société francophone de simulation en santé (SoFraSims) a décerné au centre de simulation All'Sims le label de type 3. « C'est le plus haut niveau de compétence et d'expertise qui existe en France », précise Ludovic Martin. Pour lui, cette nouvelle marque de reconnaissance est « gage du travail sérieux élaboré ». En France, seuls 3 autres centres de simulation installés à Paris, Chambéry et en Martinique possèdent ce label. L'Université d'Angers et le CHU d'Angers sont les premiers du Grand Ouest à obtenir ce label.

La visioconférence repensée et améliorée

Le campus numérique Pays de la Loire qui sera effectif début 2021 à l'UA va permettre de faciliter l'enseignement à distance, la recherche en réseau et l'organisation de réunion et séminaires à travers un portail de réservation de salles bénéficiant d'une technologie adaptée.



Des caméras capables de faire des zooms et avec une qualité d'image haute définition, un meilleur système audio : depuis la rentrée, trois amphithéâtres (voir ci-dessus) de l'UA bénéficient de nouvelles technologies permettant d'améliorer le déroulement d'un cours ainsi que l'enseignement à distance. Une modernisation qui est l'un des volets du projet de campus numérique Pays de la Loire entamé dès 2014 et qui arrive dans sa phase finale. Ce projet a été financé par l'État dans le cadre du CPER numérique 2015-2020, par la Région ainsi que par Angers Loire Métropole.

Éviter les déplacements

« L'autre aspect majeur du projet est la création d'un portail de réservations de salles équipées pour la visioconférence à l'échelle régionale », souligne Christophe Royer, directeur de l'audiovisuel à l'UA. Ce portail devrait être opérationnel début 2021 pour l'Université d'Angers. En clair, un personnel pourra réserver en simultané une salle à Angers

ainsi qu'à Nantes ou au Mans selon ses besoins pour organiser un cours ou une réunion. Chaque salle disposant d'un terminal de visioconférence, cela permettra aux interlocuteurs de se voir. « Cela sera notamment très utile pour les formations communes aux différentes universités. Par exemple, un enseignant pourra donner cours à Angers et dans le même temps il pourra voir les étudiants à Nantes et vice-versa », illustre Christophe Royer. De quoi éviter certains déplacements chronophages. Le système se veut simple à utiliser. « Il est automatique. Dès que le créneau débute, la visioconférence doit se mettre en route. En cas de problème, un service de conciergerie souscrit auprès de l'opérateur Orange pourra être sollicité », rassure le directeur audiovisuel. Le système pourra aussi être utilisé en interne à l'UA entre les campus d'Angers, Cholet, Saumur et Les Sables-d'Olonne, une fois tous ces lieux équipés. « Un technicien en charge de ce projet va être recruté pendant 18 mois grâce à une subvention de la Région pour assurer la communication et la formation des personnels à ce portail de réservations », précise Christophe Royer.

L'INFO EN +

Au total, 22 salles et amphithéâtres de l'UA seront intégrés au projet de campus numérique des Pays de la Loire. Déjà six espaces sont équipés : l'amphi Avéroès à la Faculté de santé, l'amphi A à la Faculté des lettres, langues et sciences humaines, l'amphi Pocquet à la Faculté de droit, d'économie et de gestion, la salle Emerald à la Présidence ainsi que deux salles de TD sur le campus Belle-Beille. Deux autres lieux seront bientôt équipés : l'amphi Césaire à Cholet et une salle de TD aux Sables-d'Olonne. Des projets d'installation sont aussi envisagés à Saumur, pour l'IUT sur le campus de Belle-Beille ainsi qu'au centre de simulation du CHU.

Job dating virtuel



Les 5 et 6 novembre dernier s'est tenu un événement unique en son genre à l'UA : un job dating virtuel. Il s'agissait de la transformation numérique du traditionnel forum des métiers pour les domaines de l'ingénierie et de l'informatique organisé chaque année au palais des congrès par Polytech Angers. Ce job dating virtuel a réuni 41 entreprises et des étudiants de Polytech, de la Faculté des sciences, de l'IAE et de l'IUT d'Angers. Cette année, la manifestation était ouverte aux métiers dits « supports » comme ceux du marketing, des ressources humaines, du management, de l'informatique, des data sciences et de l'ingénierie. Des anciens élèves diplômés de l'UA depuis moins de 5 ans étaient aussi invités à participer.

85 offres d'emploi

« L'ouverture aux anciens élèves est une première. On a souhaité les associer en raison du contexte actuel et des tensions sur le marché de l'emploi du fait que de nombreux recrutements ont été gelés », explique Charlotte Brosset, co-organisatrice de l'événement. Ainsi, 85 offres d'emploi étaient proposées. Pour les étudiants, 237 stages et 14 parcours en alternance étaient offerts. « Dès la mi-octobre, les étudiants participants ont pu découvrir les entreprises à travers des présentations textuelles, des photos et des vidéos. En fonction de leur souhait, ils pouvaient ensuite réserver un créneau pour discuter avec un des 112 recruteurs », détaille la responsable des relations aux entreprises au sein de la Faculté des sciences. Ce job dating virtuel a été co-organisé par 4 composantes de l'UA en collaboration avec la société Seekube, spécialisée dans l'organisation de salons virtuels.



L'exposition « Mon intérieur / Mon for intérieur » a permis de découvrir 30 photos.

Un projet de logiciel de réservations pour le Suaps

Pour simplifier et optimiser les réservations de créneaux, le Service universitaire des activités physiques et sportives (Suaps) va bénéficier d'un nouveau logiciel informatique. Celui-ci devrait être fonctionnel pour la rentrée 2021.

Au-delà de l'arrêt total de ses activités en raison du nouveau confinement instauré le 30 octobre, le fonctionnement du Suaps a été fortement réduit en début d'année. Chaque pratiquant-e était limité-e à une activité et un seul créneau horaire hebdomadaire. « Cela nous a imposé un lourd travail de suivi alors que nous sommes une petite équipe. La tâche administrative était forte car nous n'avons pas de système automatisé pour les annulations par exemple », regrette Alexandre Pietrini, le directeur du Suaps. Pour résoudre ce problème, une solution émerge depuis peu : la mise en place d'un logiciel spécifique. « Pour le moment, les pratiquants peuvent s'inscrire et payer en ligne. Le nouvel outil sera une solution tout en un pour l'utilisateur. Il pourra s'informer, s'inscrire, payer et même réserver ces créneaux », résume Alexandre Pietrini.

« Le nouvel outil sera une solution tout en un. »

Flexibilité et efficacité

Ceci devrait permettre une flexibilité de gestion plus importante pour le Suaps et une augmentation du temps de pratique pour les usagers. « Le système permettra de consulter les jauges jusqu'à 30 minutes avant le début d'un cours. Cela permettra de mieux gérer les flux et affiner nos statistiques pour programmer au mieux nos activités », souligne Alexandre Pietrini. Autre avantage induit de

ce futur logiciel : il devrait faire le lien avec la carte étudiante ou celle des personnels de l'UA. Pour le moment, la solution technique n'est pas encore arrêtée. Plusieurs pistes sont à l'étude. En dehors du projet de logiciel, le Suaps a aussi étoffé son offre pour répondre aux contraintes imposées par la Covid-19. Avant l'arrêt total de son activité, le service proposait des séances découvertes le vendredi après-midi que ce soit sur les campus d'Angers ou Cholet. « Il n'y a pas besoin d'être déjà inscrit au Suaps pour en bénéficier. Ces activités pour lesquelles le matériel est fourni sont gratuites », précise Alexandre Pietrini. Ces séances découvertes devraient reprendre une fois le confinement terminé : « Notre souhait est de pouvoir les proposer sur d'autres créneaux. Cela correspond à notre politique d'ouverture à destination de ceux qui n'ont pas le temps de s'inscrire dans une activité pérenne. »

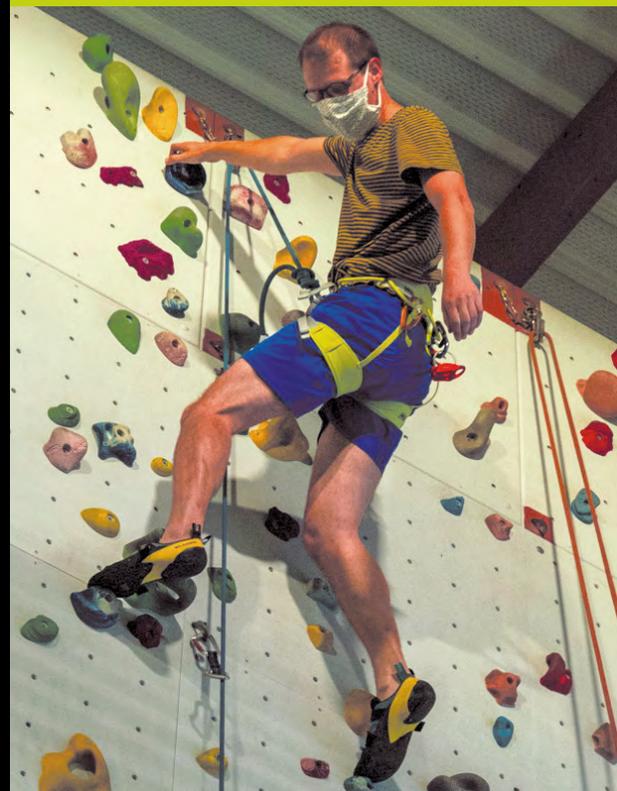
L'INFO EN +

En raison du reconfinement, le Suaps est de retour en vidéo avec la saison 2 de #Cococonnectée. Les captations des séances de cardio, renforcement musculaire... sont faites dans la salle de danse pour une meilleure qualité d'images et de sons. De quoi enrichir la vidéothèque déjà forte de 38 vidéos sur la chaîne YouTube de l'UA.

De la culture à l'air libre

Inaugurée en 2012, la galerie Dityvon dédiée à la photographie s'est adaptée au contexte sanitaire. Fini (temporairement) les expositions au sein de la BU Saint-Serge. Le public a été invité à découvrir des œuvres en plein-air.

Du 1^{er} septembre au 18 octobre, grâce à l'appui technique de la Ville d'Angers, 30 images grand format ont été installées sur l'espace vert situé à proximité du tram et de l'allée François-Mitterrand. Cette exposition intitulée « Mon (for) intérieur » résulte d'un projet lancé en mars par l'association angevine Tisseurs d'images. Pendant le confinement, elle a proposé à qui le souhaitait de produire des images sur le thème « Mon intérieur / Mon for intérieur ». Une sélection a été réalisée pour l'expo présentée à l'UA : des enfants jouant dans le jardin, un livre posé sur une table... autant de situations et d'objets du quotidien sur lesquels les photographes ont porté un œil poétique.





Thierry Oger est en charge du projet de data center.

Un chargé de mission dédié au numérique et à l'écologie

Depuis le 1^{er} mai 2020, Thierry Oger occupe le poste de chargé de mission Transitions numérique et écologique. Son rôle : optimiser le fonctionnement des éléments déjà existants et développer de nouveaux projets innovants. Dans ce cadre, trois grands projets lui sont confiés. Deux d'entre eux concernent le numérique : la création d'un data center dont la livraison est prévue en mars 2021 et le développement des réseaux numérique dont le réseau régional très haut débit entre les Universités d'Angers, du Mans et de Nantes ainsi que le réseau métropolitain OR-Angers. Le dernier volet est relatif à l'écologie : l'ingénieur de recherche a pour mission de rendre concrète les orientations inscrites dans le dispositif Intracting. Cela passe notamment par l'installation de lumières LED pour l'éclairage, une meilleure gestion du chauffage ou encore l'optimisation de la climatisation. « Mon but est aussi de mettre en place des actions pour sensibiliser l'ensemble des membres de l'UA aux économies d'énergie », explique Thierry Oger. Des améliorations qui ne se feront pas au détriment des étudiants et des personnels. Enfin, il doit veiller à minimiser l'impact environnemental du numérique en plein essor.



111 000 €

C'est la diminution de la facture annuelle énergétique de l'UA que devrait permettre les actions liées à la convention *Intracting*.



678

C'est en mégawatt-heure, l'économie d'énergie qui devrait être réalisée par l'UA chaque année sur la consommation électrique soit l'équivalent de celle de 143 ménages français.

Le cercle vertueux de la transition écologique

Amortir les coûts des travaux d'économie d'énergie grâce à la diminution de la facture énergétique : c'est le principe de la convention *Intracting* signée entre l'UA et la Banque des territoires.

L'investissement de départ est conséquent. Il est de 1 162 180 euros. Une somme répartie à part égales entre l'Université d'Angers et la Banque des territoires. Cet apport extérieur constitue une première pour aider à la transition écologique de l'UA. « Le soutien de cette institution nous permet d'engager un projet ambitieux », reconnaît d'ailleurs Matthieu Cavallo, chef de projet *Intracting*. C'est lui qui doit concrétiser les actions évoquées par la convention éponyme signée en septembre dernier et au concept novateur qu'il résume ainsi : « On investit, on fait des actions d'économie d'énergie et on récupère l'argent dans les années futures grâce aux économies réalisées sur les dépenses énergétiques annuelles. » Un cercle vertueux en somme qui va nécessiter un peu moins de 10 ans pour être complété.

« Nous allons installer des compteurs pour optimiser les consommations. »

d'avantage de données. De là, nous serons où nous pourrons nous améliorer et comment faire pour optimiser les consommations, détaille Matthieu Cavallo. Dans la liste vient ensuite le poste le plus important. Il représente plus de 50% des économies d'énergie qui seront réalisées à terme : il s'agit de l'optimisation des systèmes de chauffage-ventilation-climatisation (CVC). « Par exemple, nous allons installer des variateurs de vitesse sur les moteurs de ces systèmes qui permettront d'adapter la vitesse des moteurs la nuit et donc de réaliser des économies d'énergie », précise le chef de projet. Des travaux d'optimisation sur les groupes

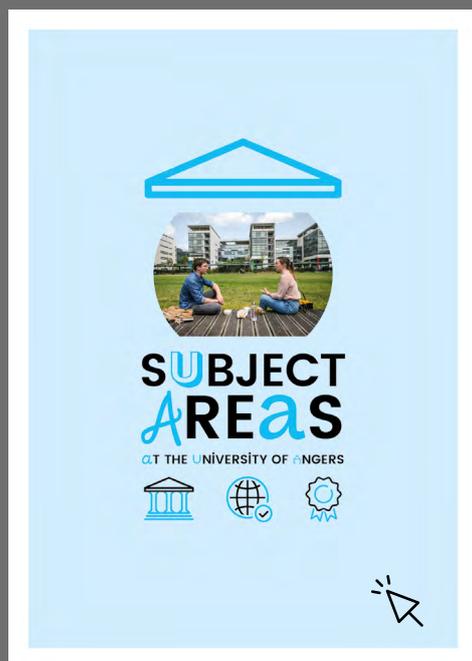
de production de froid seront aussi menés. Dans l'ensemble, les 39 actions devraient être complétées dès 2022. « Nous saurons vite si les objectifs de diminution de consommation seront atteints dans les années à venir et donc l'autofinancement assuré. Si c'est le cas, nous pourrions imaginer qu'une deuxième vague d'actions soit menée avant même la fin du premier cercle vertueux », anticipe Matthieu Cavallo, bien conscient qu'une telle dynamique dépendra notamment du « contexte économique ». Une campagne de sensibilisation va être mise en place auprès des utilisateurs pour les intégrer aux actions de performance énergétique.

Matthieu Cavallo devant un groupe froid dont le fonctionnement a déjà été optimisé.



Un catalogue des formations en anglais

Il est enfin disponible ! Le catalogue mettant en exergue les formations dispensées en langue anglaise au sein de l'université est en ligne depuis mi-septembre sur le site de l'UA. Une déclinaison papier sera aussi mise à disposition des personnels susceptibles de se déplacer à l'étranger ou d'être en relation avec des acteurs internationaux. Le document d'une vingtaine de pages liste tous les cours et formations dispensés en anglais à l'UA sachant que chaque composante propose une offre pour public anglophone. Ce catalogue s'inscrit comme l'un des dérivés du dispositif de développement des cours en anglais piloté par la Direction de l'international dans le cadre de l'axe 3 de la contractualisation avec la région Pays de la Loire. Ce support est un atout dans le cadre de la labellisation *Bienvenue en France*.



La page de « Une » du catalogue des formations en anglais.

See the full catalogue of courses in English:
www.univ-angers.fr/en/education.html



Le volet international de l'UA a été présenté aux membres du réseau Pays de la Loire Coopération internationale.

De la cohésion locale à la solidarité internationale

Le 6 octobre 2020, l'Université d'Angers a participé aux Ateliers de la mobilité internationale organisés par le réseau Pays de la Loire Coopération internationale. Ce rendez-vous était l'occasion de tisser des liens entre les différents acteurs de la région engagés dans ce réseau.

Dans les locaux de la maison de quartier du Lac de Maine, les conférences et ateliers s'enchaînent en ce mardi 6 octobre 2020. Dans une salle à l'étage, à la capacité d'accueil réduite en raison de la Covid-19, une dizaine de personnes sont regroupées pour assister à un atelier d'échange intitulé « *Partenariat et échanges internationaux en Université* ». Celui-ci est mené par Françoise Grolleau, vice-présidente International de l'Université d'Angers (UA). À ses côtés, Lydie Jouis, directrice de l'international à l'UA, et Adeline Monchatre, responsable du pôle mobilité entrante. Durant leurs interventions, elles vont dresser le portrait du volet international de l'UA : données chiffrées, partenariats, labellisation, école d'été ou encore en évoquant le diplôme d'université « *Étudiants en exil* ».

Une volonté d'ancrage territorial

L'objectif était de mettre en lumière toutes les actions entreprises par la direction de l'international de l'UA et les expliquer aux différents partenaires du réseau régional multi-acteurs (RRMA). Créée en 2018 et intitulée Pays de la Loire Coopération internationale, ce dernier a pour but d'améliorer les actions menées sur le territoire régional dans les champs de la coopération et de la solidarité internationale. Ce réseau regroupe des collectivités territoriales, des acteurs économiques, des établissements d'enseignement et de recherche ainsi que des associations. « *C'est la première fois que le réseau organisait une telle rencontre. Nous y avons participé pour nous faire connaître des différents partenaires* », précise Françoise Grolleau. Une volonté d'ancrage territorial non dénuée de sens. « *À travers ce dialogue, l'idée est de travailler sur des projets où l'on pourrait agir en synergie pour qu'ils se concrétisent plus rapidement* », ajoute la vice-présidente internationale.

L'aide aux étudiants migrants valorisée

Depuis 4 ans, l'Université d'Angers (UA) propose un diplôme d'université (DU) intitulé « *Passerelle* ». Celui-ci, habilité par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, offre une formation au français pour un public spécifique de migrants. Pour cet engagement et son expertise en la matière, l'UA vient de recevoir un financement de 12000€ lié à l'appel à projets Accueil et intégration de migrants dans l'enseignement supérieur (AIMES). Ce dernier a été lancé au printemps dernier par l'Agence universitaire de la francophonie (AUF). Dans ce cadre, l'UA a obtenu une deuxième dotation de 11000€ pour récompenser la formation des bénévoles des associations locales par les enseignants formateurs du Centre de langue française pour étrangers (CeLFE) mise en place il y a deux ans.



67

C'est le nombre d'étudiants inscrits début novembre au nouveau diplôme d'université baptisé « *Votre Avenir 2021* ». Celui-ci permet d'aider les étudiants en leur proposant de bénéficier de nouvelles compétences et d'une convention de stage en vue d'une insertion rapide sur le marché de l'emploi. « *Les étudiants sont heureux de pouvoir faire un stage ce qui leur avait manqué l'an dernier* », précise Lydie Bouvier, vice-présidente formation professionnelle à l'UA.

Le master européen Nanomed renouvelé

C'est une reconnaissance du travail accompli. Le master européen Nanomed, qui existe depuis 2017, vient d'être prolongé jusqu'en 2025. Ceci va permettre la formation de 4 nouvelles promotions. Pour cela, le programme EMJMD (European Mundus Joint Master Degree) coordonné par l'Université de Paris et dont l'Université d'Angers (UA) est partenaire, tout comme les universités de Pavie (Italie) et de Patras (Grèce), vient de recevoir un financement supérieur à 3 millions d'euros de la part de l'Agence européenne pour la culture, l'éducation et l'audiovisuel (EACEA). Après deux ans de formation, les étudiants du master Nanomed ressortent diplômés des 4 universités partenaires. Une situation qui pourrait changer. « *Nous sommes en train de travailler à l'élaboration d'un diplôme conjoint qui sera reconnu par les 4 établissements, symbole du travail commun. Pour la France, ce type de diplôme serait une première* », assure Émilie Roger, co-coordinatrice du master Nanomed pour l'UA.

Les étudiants de la troisième promotion du master « *Nanomed* ».



Une formation pour repenser les lieux de tourisme

L'UFR Esthua, Tourisme et Culture lance en ce mois de novembre 2020, un diplôme d'université consacré au management des destinations touristiques. La formation invite à réfléchir sur les leviers qui permettent à une destination de perdurer dans le temps et à s'adapter aux évolutions du secteur.

La crise de la Covid-19 affecte durement le secteur touristique. En raison des mobilités réduites, le nombre de voyageurs a brutalement diminué. Un contexte qui oblige les destinations à repenser leur modèle. « *On entend parfois que trop de touristes, tue le tourisme. Ce n'est pas la réalité. Les lieux touristiques qui ont disparu ce sont ceux qui n'avaient plus de touristes* », assène Philippe Violier, responsable du nouveau diplôme d'université (DU) Management des destinations touristiques. Le directeur de l'UFR Esthua, Tourisme et Culture prend en cela l'exemple de Boulogne-sur-Mer, haut lieu touristique au 19^e siècle, ce qui est loin d'être le cas désormais. Pour lui, ce qui fait la différence, « *c'est la stratégie des acteurs* » en charge des zones concernées. « *Il faut savoir se renouveler, rebondir face à un problème et faire preuve de créativité* », assène l'enseignant-chercheur qui illustre ses propos en évoquant l'exemple des stations de ski situées à faible altitude qui vont devoir faire face au réchauffement climatique.

Création d'entreprises

Ainsi, le nouveau DU s'adresse en particulier aux professionnels déjà en poste « *qui veulent réfléchir à la destination où ils travaillent* », précise Philippe Violier. Pour cela, le calendrier a été adapté avec une formation organisée lors de la morte saison touristique. Les cours en présence auront lieu à raison de 3 jours par semaine, une fois par mois. Le reste se fera à distance. « *Au-delà aura aussi des cours de inciter à l'innovation et aussi comment lancer des aspect théoriques, il y design, d'informatique pour la création. On expliquera une stratégie opérationnelle en s'appuyant sur des choix marketing et de communication* », détaille le directeur de l'UFR Esthua, Tourisme et Culture. Selon lui, ce DU peut aussi être à la base de création d'entreprises. « *Le contexte actuel est compliqué. Beaucoup de professionnels du secteur s'interrogent et sont inquiets. Ce DU pourra leur apporter des axes de réflexion et des réponses pratiques* », rassure Philippe Violier.

« Ce DU peut être à la base de création d'entreprises. »

Un plan d'action contre les déserts médicaux

Pour lutter contre les inégalités d'accès aux soins, un plan « Territoires universitaires de santé » a été signé le 23 octobre 2020 en présence de la ministre Frédérique Vidal. Mené à l'initiative de l'UA et du CHU d'Angers, ce plan d'action associe les centres hospitaliers du Mans, de Laval et de Cholet.

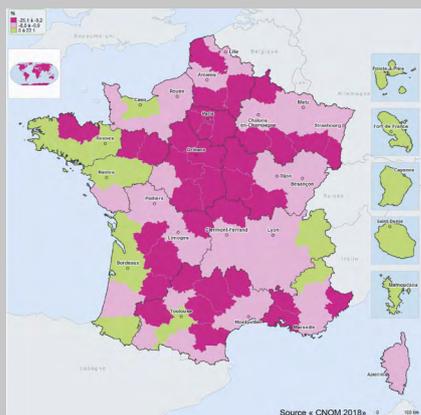
L'accès aux soins dans certaines zones de la région relève parfois du parcours du combattant. Pour preuve, il y a moins de médecins en Mayenne, Sarthe et Vendée réunies qu'en Loire-Atlantique. La question épineuse de la répartition se pose ainsi : comment attirer les praticiens dans des zones en tension ? Pour y répondre, l'UA et le CHU d'Angers ont pris l'initiative de lancer un plan d'action intitulé « Territoires universitaires de santé » auquel sont associés les centres hospitaliers du Mans, Laval et Cholet. Ce plan a été permis par l'engagement fort des collectivités territoriales : Région des Pays de la Loire, départements de la Sarthe, Mayenne, Maine-et-Loire, et les métropoles de Cholet, Angers, Laval, et du Mans, et avec le soutien de l'ARS. La concrétisation de ce projet a été entérinée le 23 octobre dernier lors de la signature d'une convention entre les différents partenaires concernés. Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation était présente pour cette officialisation qui s'est déroulée à l'Université du Mans.



Pour Christian Robliédo, président de l'UA, « le rôle d'une Faculté de santé est de former des professionnels au service de la population de son territoire ».

RÉPARTITION DES MÉDECINS EN PAYS DE LA LOIRE

Région/Départements	Effectifs	%
Loire Atlantique	6 172	44%
Maine-et-Loire	3 421	24%
Mayenne	813	6%
Sarthe	1 703	12%
Vendée	1 953	14%
Pays de la Loire	14 062	100%



En rose foncé, les territoires en perte de médecins dont la Sarthe et la Mayenne.

Parcours de formation repensé

L'objectif du plan d'action est d'amplifier la participation des différentes structures de soins de la région à la formation universitaire des futurs médecins par le biais des stages. En ce sens Nicolas Lerolle, doyen de la Faculté de santé parle « d'universitariser le territoire ». Déjà près de 200 externes et internes suivent leurs stages au Mans et dans sa métropole. « Nous avons initié une politique identique en Mayenne avec l'ouverture de stages d'externes en plus des stages internes, et ce n'est qu'un début », confirme Nicolas Lerolle. Pour le CHU d'Angers, qui y voit une responsabilité

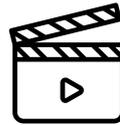
« Il faut que les étudiants puissent mailler l'ensemble du territoire »

territoriale, l'idée est d'abonder l'offre médicale avec pour objectif de l'ouvrir à destination des déserts médicaux. « Il faut que les étudiants puissent mailler l'ensemble du territoire, notamment les plus fragiles », a acquiescé Frédérique Vidal.

Des postes « très valorisants »

Afin de permettre un encadrement optimal des étudiants, et de reconnaître la valeur formative des centres hospitaliers du territoire, la mesure phare du plan est de financer des chefs de clinique-assistants (CCA) en médecine spécialisée dans ces centres hospitaliers non universitaires et des chefs de clinique de médecine générale (CCMG) en médecine ambulatoire. En novembre 2020, 3 postes de CCA sont ouverts, avec des activités partagées entre le CHU d'Angers et les centres hospitaliers du Mans (2 postes en néphrologie et radiologie) et de Laval (un poste en pédiatrie), grâce au financement de la Région, des conseils départementaux de la Sarthe et de la Mayenne, et de la métropole de Laval. Ces postes universitaires de CCA sont également un moyen pour attirer les jeunes professionnels formés vers les zones les plus déficitaires en médecins. « De tels postes au sortir de ces études c'est très valorisant », justifie Nicolas Lerolle. Ce dispositif s'élargira vers des postes de CCMG, l'ouverture d'autres postes de CCA est en exploration.

Détournement en série



Sur une suggestion de l'Agence régionale de santé (ARS) Pays de la Loire, neuf étudiants relais-santé de l'UA se sont transformés en acteurs. Avec l'aide de deux vidéastes, un graphiste, une infirmière en prévention et une coordinatrice éducation à la santé, ils ont réalisé une série de mini-épisodes vidéo pour rappeler les bons gestes à adopter en temps de crise sanitaire. Avec humour, les étudiants ont détourné de célèbres séries : *Kaamelott*, *Breaking Bad*, *La Casa de papel* ou encore *Peaky Blinders*. La diffusion des vidéos a débuté mi-septembre sur la plateforme YouTube et l'application Instagram. Les 10 épisodes réalisés ont été visionnés plusieurs milliers de fois. Un travail d'équipe qui s'est vu distingué le 6 novembre dernier par un prix coup de cœur décerné par l'Association des responsables de communication de l'enseignement supérieur (Arces). « *Tout a été fait avec des moyens internes. Les tournages ont eu lieu à l'UA. Certains costumes ont été cousus à la main. La récompense reçue est une belle reconnaissance de l'investissement de chacun dans ce projet* », se réjouit Delphine Boisdrion, la directrice du service communication à l'UA.



Remake de « Peaky Blinders ».



Pour découvrir les vidéos, rendez-vous sur : www.youtube.com/universitedangers

Prévention Covid

Pour limiter la propagation du virus sur les campus, l'UA a recruté dès la rentrée des médiateurs de prévention. Aussi appelés « *ambassadeurs Covid* », il s'agit d'étudiant-e-s qui ont pour rôle d'expliquer et d'inciter au respect des gestes barrières auprès de leurs pairs. Ils peuvent aussi alerter la direction de l'UA s'ils constatent des difficultés ou un manque chronique de respect des règles sanitaires. Margot est ambassadrice depuis la rentrée. « *J'ai répondu à l'offre d'emploi que l'université nous a envoyé car cela me semble important comme mission et c'est un petit contrat qui aide financièrement* », explique l'étudiante en 2^e année à la Faculté des sciences. Selon elle, les étudiants ont compris l'importance des mesures à adopter et sont respectueux envers les ambassadeurs : « *Il y a quelques rappels parfois mais tout se passe bien dans l'ensemble. On est dans la discussion avec les étudiants. Ils ont juste besoin d'être informés.* »

Les ambassadeurs ont aussi participé à la distribution des masques auprès des étudiants.



Une rentrée festive repensée

En raison de la Covid-19, l'UA a organisé une rentrée universitaire différente. Le traditionnel *Campus Day* a été remplacé par une semaine de festivités. Celle-ci s'est déroulée du 28 septembre au 2 octobre. Elle a mêlé des animations en présentiel sur réservation avec des jauges limitées de participants et des événements en ligne. « *Cette Campus Week a permis de proposer des rendez-vous innovants. C'est peut-être la préfiguration d'une WebTV inspirée de nos actions sur les réseaux sociaux durant le confinement* », souligne Laurent Bordet, vice-président Vie des campus. Les festivités se sont conclues par une soirée live électro diffusée sur YouTube et rassemblant quatre artistes dont DJ Walt (photo).



Revivez le live de la soirée électro sur la chaîne YouTube de l'UA.

Logement étudiant : l'UA monte au créneau

Lancement d'une plateforme Studapart, appel à la solidarité des Angevins, liens constants avec le Crous et la ville d'Angers. La forte mobilisation de l'UA en faveur du logement étudiant commence à payer. Le point trois mois après la rentrée.

Le manque de logements étudiants dans l'agglomération angevine est évident. Une saturation du marché source de dérives : loyers exorbitants, arnaques. Consciente de cette difficulté et bien que le logement ne relève pas de sa compétence, l'UA a décidé de s'engager en soutien au Crous, opérateur du logement étudiant. Première action : en juillet dernier, une plateforme Studapart a été lancée pour favoriser et sécuriser les relations entre étudiants et propriétaires. Deuxième action : à la rentrée, une démarche incitative a été menée auprès des maires et des habitants des villes de l'agglomération pour les inviter à proposer des chambres à louer et renforcer ainsi l'offre.

Vers une prise de conscience collective

Constatant des situations difficiles plus d'un mois après la rentrée, avec près de 150 étudiants sans solution pérenne, Christian Roblédo, président de l'UA est monté au créneau : « *Je ne peux me résoudre à ce que des étudiants dorment dans la rue ou dans leur voiture* » a-t-il solennellement indiqué en ouverture de la conférence de presse qu'il a organisée pour alerter les autorités locales et demander l'organisation d'une grande conférence sur le sujet. Une trentaine de propositions émanant de particuliers solidaires sont ainsi arrivées, parfois même à titre gracieux.

Depuis fin octobre, suite à la visite ministérielle, l'UA avait obtenu que des étudiants logés, à ses frais, dans un camping devant fermer pour l'hiver, puissent y rester encore en novembre. Le confinement et le coût pour l'université de l'accueil sur un mois ne l'ont pas permis. Mais en parallèle, grâce à la qualité de la coopération entre le Crous et l'UA, d'autres solutions ont vu le jour. Elles devraient permettre de répondre aux dernières difficultés. La mairie de Ste Gemmes-sur-Loire a proposé la mise à disposition d'un logement vacant, pouvant accueillir 4 étudiants à l'année, pour un loyer modique.

« *Au final, grâce à l'énergie déployée par les associations étudiantes, par les services de l'UA et le Crous, nous avons fait du cousu-main et trouvé une solution pour chacun* », explique Christian Roblédo qui ne peut se résoudre à revivre une telle situation l'an prochain. Et de conclure : « *Il en va de l'attractivité de notre établissement, et surtout, de la réussite de nos étudiants.* » Des discussions sont d'ores et déjà entamées à l'échelle locale et nationale.



Pour proposer un logement, rendez-vous sur :
www.studapart.com/fr/logement-universite-dangers



Retrouvez en vidéo l'intervention de Christian Roblédo
www.youtube.com/universitedangers



25

C'est le nombre de chambres chez l'habitant à destination des étudiants qui ont été proposé suite à la conférence de presse de Christian Roblédo.

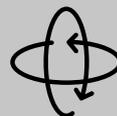
Aide sociale : un dispositif renforcé

Depuis la mi-septembre, une nouvelle assistante sociale a rejoint l'équipe du Service universitaire de médecine préventive et de promotion de la santé (Sumpps). Il y a désormais quatre personnes à venir en aide aux étudiants au sein du service social. Ce nouveau poste devrait être financé par le conseil départemental du Maine-et-Loire dans le cadre d'une convention qui va lier la collectivité au Sumpps pour une période d'un an. « *C'est une vraie satisfaction de pouvoir compter sur ce renfort. Il y avait une attente importante de la part du service qui alertait sur l'aggravation de la précarité étudiante* », explique Florence Hartheiser, la directrice du Sumpps. Avec le contexte sanitaire, les situations compliquées se sont encore multipliées : « *On constate une augmentation des demandes d'aides financières et de soutien lié au manque de logements étudiants* ». Au-delà de cette aide ponctuelle, la directrice du Sumpps se réjouit des liens tissés avec les services du Département grâce à la convention bipartite. « *Cela va nous permettre d'avoir une interconnaissance des services sociaux de chaque entité. C'est important car l'on peut avoir du public en commun et l'on partage le même contexte local* », détaille-t-elle.



www.univ-angers.fr/sumpps

Visite virtuelle des campus



Dans le contexte de restriction des circulations lié à la pandémie de la Covid-19, l'Université d'Angers a souhaité offrir la possibilité aux futurs étudiants de visiter virtuellement ses locaux. Coordonné par la Direction de la communication, le projet s'est concrétisé par la réalisation de 17 visites virtuelles à partir de photographies 360 degrés faites par les audiovisualistes de l'UA. Mis en ligne le 24 août sur le site internet destiné aux nouveaux étudiants, le projet a permis à ces derniers de découvrir les espaces dans lesquels se déroulent leur vie universitaire.



Le projet est aussi visible sur un site web dédié : <https://360.univ-angers.fr>



La date à retenir

1^{er} décembre 2020

#GIVINGTUESDAY

Pour la première fois, l'UA va prendre part au « *Giving Tuesday* », une journée internationale du don et de la solidarité. En raison du contexte sanitaire, l'événement sera entièrement proposé sur le web. Tout le monde pourra y participer : pour cela, des actions et des défis seront proposés aux participants pour récolter des dons. Ceux-ci pourront se faire sous forme de dons d'argent, de sang ou encore de temps. Par exemple, une personne pourra offrir une heure ou deux de son agenda pour aider un étudiant à rédiger son CV. L'événement est organisé sous l'égide de la fondation UA avec l'aide de la Junior-Entreprise UAEC.



Ouvrages parus récemment

Les premiers entretiens de recrutement, les clés pour se démarquer et réussir, de Peggy Raffy-Hideux, aux éditions Ellipses.

Valeurs de la culture. Méthodes et concepts à l'épreuve du pluralisme, de Chloé Langueard, aux Presses universitaires de Rennes (PUR), collection Économie, gestion et société.

L'arnaque à la nigériane. Spams, rapports postcoloniaux et banditisme social, de Nahema Hanafi, aux éditions Anacharsis.

Populisme et néolibéralisme, de David Cayla, aux éditions De Boeck supérieur.

Les mondes du surf, de Christophe Guibert, aux éditions de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine.

Bloc-notes

Réussite en licence : l'UA encore n°1

C'est une bonne nouvelle : l'UA est encore une fois l'université française où les étudiants ont le plus de chance d'obtenir leur licence en 3 ans parmi 72 établissements français. Toutes disciplines confondues, 49,6% des bacheliers de 2016 ont obtenu leur diplôme dans les 3 années prévues, contre 31,4% au plan national. L'UA voit son taux progresser de 0,8 point en une année. Sur le podium, elle devance l'Université de Corse (41,4%) et celle de Poitiers (41,3%). Il est à noter que le taux de réussite atteint 54,9% pour les disciplines de la Faculté des lettres, langues et sciences humaines de l'UA. Les formations courtes déployées par l'IUT Angers-Cholet s'illustrent également. Elles retrouvent leur première place nationale pour les néo-bacheliers entrés en 2016 : 84% de ces étudiants ont obtenu leur DUT en 2 ans contre 68,4% au plan national.

Réélection

Christophe Daniel a été réélu doyen de la Faculté de droit, d'économie et de gestion à l'unanimité avec 25 voix. Il est accompagné de 3 vice-doyens : international (C. Deffains-Crapsky), pédagogie (D. Cayla) et relations avec les milieux professionnels (S. Bernheim-Devaux).

Polytech s'associe à Gecina et Naval Group

Polytech Angers et Gecina ont signé le jeudi 1^{er} octobre une convention de partenariat pour une durée de 3 ans. Cet événement a marqué le lancement du Club entreprise mis en place par l'école d'ingénieurs de l'UA visant à renforcer et pérenniser les liens avec le monde professionnel des secteurs cibles de l'école. Gecina, société d'investissement immobilier qui gère et développe le premier patrimoine de bureaux d'Europe, fera découvrir ses activités et métiers auprès des étudiants et apportera son expertise dans les domaines des ressources humaines et de l'exploitation immobilière. Par ailleurs, Polytech Angers a signé le 18 septembre un partenariat avec Naval Group, le leader européen du naval de défense. L'entreprise accompagnera les 180 étudiants de la nouvelle promotion en les associant à des projets d'étude dans divers domaines : énergie, sécurité plongée, cybersécurité.

Un parcours d'accueil digital

Avec la crise sanitaire liée à la Covid-19, les équipes de l'UA ont dû faire évoluer le dispositif d'accueil destiné aux nouveaux collaborateurs. Les ateliers, rallyes et moments conviviaux organisés lors des traditionnelles journées d'accueil ont laissé place à un parcours d'intégration entièrement digital. Chaque semaine, pendant 6 semaines, les nouveaux personnels ont pu découvrir l'UA à travers des contenus ludiques et variés (vidéos, quizz, tutoriels), et s'approprier leur environnement de travail en accomplissant diverses tâches (commander des cartes de visite, créer une signature électronique). Ce parcours virtuel vient renforcer l'ensemble des dispositifs d'intégration développés ces dernières années.

Vers un partenariat naissant avec l'entreprise Atos

Quelques jours avant la visite de Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, auprès de l'entreprise Atos, une société spécialisée dans la construction de supercalculateurs, une délégation de l'UA s'était rendue sur le site de Beaucouzé. L'objectif était d'échanger sur des projets communs, notamment en matière d'insertion professionnelle et de recherche et développement. Ce partenariat reposera sur une relation « gagnant-gagnant » selon Christian Robledo qui entend tisser des liens forts avec les entreprises du territoire également en matière d'alternance. Le directeur d'ATOS, Vincent Sarraçanie, a conduit la visite et exprimé sa volonté d'accueillir des jeunes diplômés ainsi que de bénéficier de l'expertise scientifique de l'UA.

Création d'un prix de thèse « Droit, justice, équité »

Le 1^{er} octobre 2020, l'UA et le Fonds Saint-Yves ont signé une convention de partenariat. Son but : valider la création d'un prix de thèse « *Droit, justice, équité* » qui sera décerné à un jeune docteur en droit diplômé du Centre Jean Bodin. Le prix est doté d'un montant de 3 000 €. « *C'est un prix inédit car il est dédié aux doctorants d'un laboratoire. C'est une chance supplémentaire et source d'une saine émulation pour nos doctorants* », se réjouit Félicien Lemaire, directeur du centre Jean Bodin de l'UA.

Journée académique de formation online

Une centaine de chefs d'établissements et de professeurs principaux de lycée publics et privés de Maine-et-Loire ont pu assister vendredi 13 novembre à la 1^{re} journée virtuelle d'information proposée dans le cadre de la liaison lycées/université. Initialement prévue en présentiel, cette formation a eu lieu sous forme d'ateliers en visioconférences animés par le SUIO-IP et d'un *live* sur Youtube. C'est sur un vrai plateau télé que les intervenants de l'UA, de l'Onisep et du Rectorat ont ainsi pu présenter le bilan de Parcoursup 2020, la réforme du Bachelor universitaire de technologie (BUT), l'IAE (école universitaire de management) mais aussi les dispositifs d'aides à la réussite (DARRE, tutorat 2ATP) et le projet Etoile en faveur de l'orientation en Pays de la Loire. Une expérience originale et interactive qui a plu aux participants grâce aux vidéos introductives, au journaliste qui animait les débats façon *talk-show* et au jeu de questions/réponses remontées en direct par chat.

Démarche qualité

Dans la lignée de la candidature pour la labellisation européenne HRS4R et des certifications en cours (Polytech, IAE, Formation continue...), l'UA travaille actuellement à la mise en place d'une démarche qualité globale permettant de fédérer un réseau interne et d'accompagner l'équipe de gouvernance, les composantes et les services dans leur processus d'amélioration continue.

Benoît Genest va faire son premier stage en internat aux urgences du centre hospitalier du Mans.

Médecin de campagne

Benoît Genest a obtenu la 14^e place sur 8 800 étudiants aux épreuves classantes nationales de médecine, le concours qui permet de choisir sa spécialité d'internat. L'étudiant a décidé de poursuivre en médecine générale et se voit exercer dans une zone rurale. Un choix qui a pu surprendre mais qu'il assume avec conviction.

D'emblée, il tient à casser les préjugés. Pour Benoît Genest, il faut arrêter avec le cliché consistant à dire « *pas besoin d'être bon pour aller en médecine générale* ». Les stéréotypes liés au classement du concours permettant de choisir son internat l'irrite aussi : « *Un bon classement ne veut pas dire qu'on est plus compétent et inversement* ». Lui est arrivé à la 14^e place sur 8 800 candidats lors du concours 2020 organisé en juillet dernier. Un excellent résultat qui lui a ouvert un vaste champ de possibilités. Après réflexion, son choix va se porter sur la médecine générale. Une décision qui a pu en décontenancer certains. Pour preuve, en 2005, un millier de postes, tous en médecine générale n'ont pas été pourvus, les étudiants aux concours préférant redoubler plutôt que de devenir généralistes. Une logique bien loin de celle de Benoît dont le contexte familial a joué un rôle dans sa prise de décision : trois de ses proches sont médecins généralistes. Il a pu discuter avec eux, peser le pour et le contre. « *La médecine générale permet d'avoir une patientèle à vie. Je pourrai connaître vraiment mes patients, je pourrai développer une relation forte avec eux* », justifie-t-il.

« **Rendre service aux gens** »

Un autre aspect le pousse à choisir la médecine générale. « *Il y a la partie prévention primaire qu'il n'y a pas dans d'autres spécialités. Cela me plaît de pouvoir changer les comportements et habitudes des patients pour qu'ils aillent mieux. Le fameux adage disant mieux vaut prévenir que guérir me semble important. Enfin, la médecine générale c'est une spécialité polyvalente avec une partie purement médicale et l'autre consacrée à la relation avec la patientèle* », décrypte Benoît Genest. Si son choix de spécialité est concret, l'étudiant en médecine est

encore en cours de réflexion quant au lieu de sa future installation. Va-t-il se laisser tenter par l'attrait des métropoles et zones urbaines ? Cela ne semble pas être le cas. Benoît s'imagine plutôt travailler dans une zone rurale, celle que l'on qualifie parfois de zones en tension ou plus concrètement de déserts médicaux : « *Les stages vont m'aider pour déterminer la zone où j'aimerais exercer. Une chose est sûre, je veux rendre service aux gens* ». Bien que débutant dans le milieu médical, l'étudiant a déjà des convictions fortes quant à sa future profession.

Voilà pourquoi Benoît Genest voit d'un bon œil la récente signature du plan « *Territoires universitaires de santé* » (voir page 19) initié par le CHU d'Angers et l'UA. « *C'est une très bonne chose pour les stages. Lors de mes premiers pas sur le terrain, on était très nombreux au CHU d'Angers. On se marchait presque dessus* », décrit celui qui est originaire du Choletais. Il voit un autre avantage à ce nouveau dispositif : « *C'est très bénéfique au niveau universitaire. Des postes de chefs de clinique vont être créés dans différents centres hospitaliers. C'est un plus pour les formations* ». Rejoindra-t-il un jour la région choletaise, qui est intégrée à ce plan, comme chef de clinique de médecine générale ? Si Benoît Genest n'en est pas encore là, son avenir pourrait s'inscrire dans son territoire d'origine. Certains de ses proches qui habitent la région choletaise l'incitent à venir s'y installer. Ils se verraient bien le choisir comme médecin généraliste. Pour le moment, l'étudiant se concentre à la réussite de son premier stage en internat, au service des urgences du centre hospitalier du Mans.

« Je pourrai connaître vraiment mes patients. »





boutique.univ-angers.fr



L'ua S'ENGAGE !

Retrouvez sur notre boutique en ligne :
2 produits locaux *made in Cholet* (49)
et 100% prévention. ☺

LE PATOUCHE ©

Crochet sanitaire



www.masques-de-louest.fr | www.patouche.net



LES MASQUES UA

par Mode Grand Ouest

Légers et réutilisables

